

# INSTRUCTION

N° 97-017-B3 du 6 février 1997

NOR : BUD R 97 00017 J

Texte publié au BOCP

## CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE ET COTISATIONS D'ASSURANCE MALADIE

### ANALYSE

Modification du taux de la contribution sociale généralisée à compter du 1er janvier 1997 -  
Modalités d'assujettissement - Taux de la cotisation d'assurance maladie

Date d'application : 01/01/1997

### MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE ;  
ASSUJETTISSEMENT ; ASSURANCE MALADIE MATERNITÉ ; COTISATION ; TAUX

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 91-043-B3 du 29 mars 1991 - Instruction n° 91-118-B3 du 15 octobre 1991 -  
Instruction n° 93-086-B3 du 27 juillet 1993 - Instruction n° 94-007-B3 du 24 janvier 1994

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	DOM										

### DIFFUSION

CS 6

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction C - Bureau C3*

## SOMMAIRE

<b>1. TAUX DE LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE .....</b>	<b>3</b>
<b>2. TAUX DE LA COTISATION D'ASSURANCE MALADIE.....</b>	<b>3</b>
<b>3. MODALITÉS D'ASSUJETTISSEMENT DES PENSIONS À LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE.....</b>	<b>4</b>
<b>4. VERSEMENT DE LA CSG.....</b>	<b>5</b>

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996 de financement de la sécurité sociale pour 1997 (JO du 29 décembre 1996). ....	6
ANNEXE N° 2 : Décret n° 96-1151 du 26 décembre 1996 modifiant les taux des cotisations d'assurance maladie des assurés des régimes spéciaux de sécurité sociale et modifiant le code de la sécurité sociale (JO du 28 décembre 1996).....	7
ANNEXE N° 3 : Décret n° 96-1169 du 27 décembre 1996 relatif aux modalités de détermination du plafond de la sécurité sociale et portant fixation de ce plafond pour 1997 (JO du 29 décembre 1996). ....	8
ANNEXE N° 4 : Loi de finances pour 1997 n° 96-1181 du 30 décembre 1996 (JO du 31 décembre 1996). ....	9

La loi de financement de la sécurité sociale pour 1997 n° 96-1160 du 27 décembre 1996 (annexe 1) modifie à compter du 1er janvier 1997, l'assiette et le taux de la contribution sociale généralisée.

Le décret n° 96-1151 du 26 décembre 1996 (annexe 2) modifie le taux de la cotisation d'assurance maladie, ainsi que les conditions de son précompte sur les pensions de l'Etat.

Enfin, le décret n° 96-1169 du 27 décembre 1996 (annexe 3) fixe le plafond mensuel de sécurité sociale applicable à compter du 1er janvier 1997 à 13 720 F.

La présente instruction informe les comptables de ces nouvelles dispositions.

## 1. TAUX DE LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE

A compter du 1er janvier 1997, le taux de la CSG est porté de 2,40 % à 3,40 %. Ce nouveau taux s'applique à toutes les sommes *versées* après le 1er janvier 1997, au titre des pensions de retraite soumises à CSG qu'elles se rapportent à des périodes antérieures ou postérieures à cette date.

En application de l'article 94 de la loi n° 96-1181 du 30 décembre 1996 portant loi de finances pour 1997 (annexe 4), la contribution au taux de 1 % est déductible de l'impôt sur le revenu. Le montant correspondant sera donc déduit du montant imposable de la pension.

## 2. TAUX DE LA COTISATION D'ASSURANCE MALADIE

L'augmentation d'un point de la CSG s'accompagne de la baisse d'un point du taux de la cotisation d'assurance maladie.

L'article 6-II du décret n° 96-1151 du 26 décembre 1996 (annexe 2) modifiant le taux des cotisations d'assurance maladie des assurés des régimes spéciaux, substitue, à compter du 1er janvier 1997, le taux de 2,80 % à celui de 3,80 % initialement fixé par le décret n° 96-155 du 28 février 1996.

Ce nouveau taux s'applique aux pensions *versées* à compter du 1er janvier 1997 (article 18 du décret n° 96-1151 du 26 décembre 1996).

Cette disposition modifie les modalités de précompte des cotisations d'assurance maladie sur les pensions.

En effet, suivant le principe retenu en matière de CSG, les arrérages de pensions seront désormais soumis au précompte de l'assurance maladie, au taux et dans la limite du plafond en vigueur au moment de leur paiement.

### Exemple

Mise en paiement, en janvier 1997, d'une pension portant jouissance du 1er août 1996 :

Il convient d'appliquer le taux de 2,80 % sur la totalité des arrérages versés et dans la limite du plafond mensuel, en vigueur au 1er janvier 1997.

Aussi, lors de révisions individuelles ou automatiques de pensions donnant lieu au paiement d'un rappel, le décompte de la cotisation d'assurance maladie ne sera plus effectué période par période. Le rappel seul, donnera lieu au précompte au taux en vigueur à la date de son versement.

Si les précomptes sont effectués dans la limite du plafond de sécurité sociale, il y aura lieu de prendre en compte les valeurs successives des plafonds retenus.

Il conviendra de déterminer le montant de la différence entre la valeur du plafond mensuel en vigueur à la date du versement du rappel et les valeurs mensuelles antérieures de ce plafond.

Le montant du précompte sera ensuite établi par application du taux de cotisation d'assurance maladie, en vigueur au jour du versement, sur le montant total des différences constatées par comparaison des plafonds.

#### Exemple

Révision d'une pension portant jouissance du 1er mars 1996. Le paiement du rappel intervient en janvier 1997 :

Le décompte des cotisations d'assurance maladie prend en compte les valeurs des plafonds de sécurité sociale en vigueur au 1er mars 1996 et au 1er juillet 1996 :

- période du 01/03/1996 au 30/06/1996,  $(13720 - 13330) \times 4 \times 2,80 \% = 43,68 \text{ F}$  ;
- période du 01/07/1996 au 31/12/1996,  $(13720 - 13540) \times 6 \times 2,80 \% = 30,24 \text{ F}$ .

Une somme de 73,92 F sera donc prélevée au titre de la cotisation d'assurance maladie, sur le rappel payé.

### 3. MODALITÉS D'ASSUJETTISSEMENT DES PENSIONS À LA CONTRIBUTION SOCIALE GÉNÉRALISÉE

La loi introduit, pour ce qui concerne les pensions de retraite, de nouvelles modalités d'assujettissement à la CSG.

En effet, la condition d'exonération liée à la non imposition sur le revenu est modifiée. Les personnes non redevables de l'impôt sur le revenu, en raison de l'application du barème, dont la « cotisation de référence »<sup>1</sup> est inférieure à 400 F sont exonérées en totalité de CSG.

En revanche, les personnes non redevables de l'impôt sur le revenu, dont « la cotisation de référence » est égale ou supérieure à 400 F sont soumises à la contribution au taux de 1 %.

#### Exemple

Un pensionné non redevable de l'impôt sur le revenu, dont la « cotisation de référence » s'élève à 6 000 F, bénéficie de réductions d'impôt à hauteur de 5 700 F. Ce pensionné est exonéré de la CSG au taux de 2,40 % mais assujetti à la fraction de la CSG affectée à l'assurance maladie au taux de 1 %.

Toutefois, si ce même pensionné, dont la cotisation de référence s'élève à 6 000 F, bénéficiait d'une réduction d'impôt à hauteur de 5 000 F et d'une restitution d'impôt fiscal de 700 F, il ne serait toujours pas redevable de l'impôt sur le revenu mais serait assujetti aux contributions de 2,40 % et de 1 %.

Les pensionnés redevables de l'impôt sur le revenu sont assujettis à la CSG au taux commun de 3,40 %.

---

<sup>1</sup> avant prise en compte des réductions d'impôts.

#### **4. VERSEMENT DE LA CSG**

Le produit des cotisations de CSG continuera d'être versé mensuellement à l'ACOSS par le service des pensions du département.

Les comptables s'assureront de la régularité des envois du fichier GJ, récapitulant les précomptes et remboursements des différentes cotisations et contributions sociales.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT

ALAIN BONEL

ANNEXE N° 1 : Loi n° 96-1160 du 27 décembre 1996 de financement de la sécurité sociale pour 1997 (JO du 29 décembre 1996).

Substitution de la contribution sociale généralisée à la cotisation maladie

Art. 17. - L'article L. 136-8 du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

"Art. L. 136-8. - I. - Le taux des contributions sociales mentionnées aux articles L. 136-1, L. 136-6, L. 136-7 et L. 136-7-1 est fixé à 3,40 p. 100, sous réserve des taux fixés au III de l'article L. 136-7-1.

"II. - Par dérogation au I, sont assujettis à la contribution sociale au taux de 1 p. 100 les revenus visés aux 1° et 2° du III de l'article L. 136-2, perçus par les personnes dont la cotisation d'impôt sur le revenu de l'année précédente est inférieure au montant mentionné au 1 bis de l'article 1657 du code général des impôts et dont la cotisation de l'année précédente définie aux I et II de l'article 1417 du code général des impôts dans sa rédaction antérieure au janvier 1997 est supérieure à ce même montant.

"III. - Le produit des contributions mentionnées au 1 est versé à la Caisse nationale des allocations familiales pour la part correspondant à un taux de 1,1 p. 100 au fonds institué par l'article L. 135-1 pour la part correspondant à un taux de 1,3 p. 100 et, dans les conditions fixées à l'article L. 139-2, aux régimes obligatoires d'assurance maladie pour la part correspondant à un taux de 1 p. 100, y compris dans le cas mentionné au II. Le produit des contributions visées au III de l'article L. 136-7-1 est réparti au prorata des taux visés dans le présent paragraphe."

Art. 18. - Le titre III du livre Ier du code de la sécurité sociale est complété par un chapitre IX intitulé : "Répartition de ressources entre les régimes obligatoires d'assurance maladie", qui comprend les articles L. 139-1 et L. 139-2 ainsi rédigés :

"Art. L. 139-1. - L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale reçoit et reverse aux régimes obligatoires d'assurance maladie une fraction fixée à 40 p. 100 du produit du droit de consommation prévu à l'article 403 du code général des impôts, à l'exception du produit de ce droit perçu dans les départements de la Corse prélèvement effectué au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles selon les dispositions de l'article 1615 bis du même code.

"Art. L. 139-2. - L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale centralise la part du produit des contributions visée au III de l'article L. 136-8 attribuée aux régimes obligatoires d'assurance maladie et le produit des droits visé à l'article L. 139-1 et les répartit comme suit :

"1° En fonction de la perte des cotisations d'assurance maladie induite pour chacun des régimes par les diminutions des taux de cotisation d'assurance maladie destinées à compenser pour les assujettis le relèvement du taux de la contribution sociale généralisée ;

"2° Pour la fraction restant après la répartition visée au 1° :

"a) En priorité, en fonction du déficit comptable, le cas échéant avant affectation de la contribution sociale de solidarité sur les sociétés, du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles et du régime d'assurance maladie des travailleurs salariés ;

"b) Puis, le cas échéant, au prorata du déficit comptable des autres régimes obligatoires d'assurance maladie.

ANNEXE N° 2 : Décret n° 96-1151 du 26 décembre 1996 modifiant les taux des cotisations d'assurance maladie des assurés des régimes spéciaux de sécurité sociale et modifiant le code de la sécurité sociale (JO du 28 décembre 1996).

Art. 6. - I. - A l'article D. 712-38 du même code, les termes : "15,75 p. 100" et "6,05 p. 100" sont remplacés respectivement par les termes : "14,45 p. 100" et "4,75 p. 100".

II. - A l'article D. 712-39 du même code, les termes : "3,80 p. 100" sont remplacés par les termes : "2,80 p. 100".

Art. 18. - Sous réserve des dispositions des articles 3, 12 (2°), 14 (2°) et 15 (b du 3°), les dispositions du présent décret s'appliquent aux rémunérations, gains, pensions et allocations versés à compter du 1er janvier 1997.

Art. 19. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de la défense, le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, le ministre du travail et des affaires sociales, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications, le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat, le ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de la décentralisation, le ministre délégué au budget, porte-parole du Gouvernement, le secrétaire d'Etat aux transports et le secrétaire d'Etat à la santé et à la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 1996.

Par le Premier ministre : ALAIN JUPPE

Le ministre du travail et des affaires sociales, JACQUES BARROT

Le garde des sceaux, ministre de la justice, JACQUES TOUBON

Le ministre de la défense, CHARLES MILLON

ANNEXE N° 3 : Décret n° 96-1169 du 27 décembre 1996 relatif aux modalités de détermination du plafond de la sécurité sociale et portant fixation de ce plafond pour 1997 (JO du 29 décembre 1996).

Art. 4. - Les dispositions du premier alinéa de l'article D. 242-17 du même code, dans leur rédaction issue de l'article 2 du présent décret, sont applicables au plafond en vigueur à compter du 1er janvier 1997. Les dispositions du deuxième alinéa du même article sont applicables au plafond en vigueur à compter du 1er janvier 1998.

Art. 5. - Les cotisations dues dans la limite du plafond de la sécurité sociale sont, sous réserve de l'application des dispositions du 1° de l'article R. 243-6 du code de la sécurité sociale, du dernier alinéa de l'article 1er du décret du 29 décembre 1976 susvisé et de la régularisation annuelle, calculées lors de chaque échéance de paie jusqu'à concurrence des sommes suivantes :

41 160 F si les rémunérations ou gains sont versés par trimestre ;

13 720 F si les rémunérations ou gains sont versés par mois ;

6 859 F si les rémunérations ou gains sont versés par quinzaine ;

6 331 F si les rémunérations ou gains sont versés par quatorzaine ;

4 572 F si les rémunérations ou gains sont versés par décade ;

3 166 F si les rémunérations ou gains sont versés par semaine ;



ANNEXE N° 4 : Loi de finances pour 1997 n° 96-1181 du 30 décembre 1996 (JO du 31 décembre 1996).

Art. 94. - Il est inséré, dans le code général des impôts, un article 154 quinquies ainsi rédigé :

"Art. 154 quinquies. - I. Pour la détermination des bases d'imposition à l'impôt sur le revenu, la contribution prévue à l'article L. 136-1 du code de la sécurité sociale au titre des revenus d'activité et de remplacement perçus à compter du 1er janvier 1997 est, pour la fraction correspondant au taux de 1 p. 100, admise en déduction du montant brut des sommes payées et des avantages en nature ou en argent accordés, ou du bénéfice imposable, au titre desquels la contribution a été acquittée.

"II. La contribution afférente aux revenus mentionnés aux a, b, c, d, f et g du I de l'article L. 136-6 du code de la sécurité sociale et au II du même article réalisés à compter du 1er janvier 1996 est admise en déduction du revenu imposable de l'année de son paiement, pour la fraction correspondant au taux de 1 p. 100."

Art. 95. - A l'article L. 136-1 du code de la sécurité sociale, après les mots : "et, dans tous les cas", sont ajoutés les mots : "où leur rémunération est imposable en France".